

# Enbarr

Meeting Bové-Onesta  
9 mai à Lauga

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE BASQUE  
30 avril 2009  
N° 2076  
1,30 €

**EUROPE-ECOLOGIE**

**Les peuples  
sans Etat  
à Strasbourg**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Présent le jour du vote et pour cinq ans

**C**ONTRASTE entre le désintérêt suscité par l'élection européenne en France et l'investissement du monde abertzale. A cinq semaines du scrutin du 7 juin les sondages convergent pour annoncer une faible mobilisation de l'opinion puisque 61% des électeurs hexagonaux ignorent jusqu'à la date du scrutin européen. Ce calme plat se reflète dans les états-majors des partis politiques dont celui au pouvoir, bien qu'il ait annoncé fort à l'avance ses têtes de listes, n'arrive pas à boucler le choix de ses candidatures. Ainsi, dans le «grand Sud-Ouest», (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon), la vaste circonscription où est noyé Iparralde, l'UMP n'a toujours pas tranché sur la place (éligible?) dévolue à son eurodéputé sortant, Alain Lamassoure.

En revanche, comme la gauche de la gauche française qui affiche des valeurs communes, les abertzale se présenteront, non seulement éclatés, mais sur deux stratégies opposées. Le PNV et Batasuna constitueront des listes exclusivement abertzale pour un vote témoignage. Abertzaleen Batasuna, poursuivant son choix de 2004, intégrera avec une candidate, Menane Oxandabaratx, la liste Europe-Ecologie conduite par José Bové.

Alors que tout porte à croire, qu'une fois encore, l'abstention sera au rendez-vous de l'élection européenne, les abertzale veulent en faire un temps fort de la vie publique. Faibles, sans grands moyens, super-minoritaires dans une circonscription de six millions d'habitants, comment peuvent-ils relever cette gageure? C'est à cette aune-là qu'on comprend les deux stratégies abertzale en lice. L'une est de se compter en Pays Basque, par rapport à l'ensemble de la société et surtout par rapport aux autres organisations abertzale. Il n'y a, bien sûr, aucune illusion sur la capacité à faire élire un eurodéputé. Reste, dans l'optique du PNV et de Batasuna, à faire avancer le concept d'Europe des peuples. C'est précisément, pour cette même motivation, qu'Abertzaleen Batasuna, avec le soutien d'EA, choisit la stratégie d'alliance avec ceux qui peuvent la porter

au sein même de l'Assemblée de Strasbourg. Au soir de l'élection, alors que ce débat s'éteindra en Pays Basque, il se poursuivra au Parlement européen avec José Bové comme ce fut le cas ces cinq dernières années avec Gérard Onesta. Ce qui était à démontrer au précédent scrutin de 2004 devient aujourd'hui l'atout central du combat basque en Europe. Au-delà de l'esprit partisan, chacun le comprend bien, qui a déjà sollicité Gérard Onesta comme caisse de résonance et porte-parole de notre cause à Strasbourg.

Les abertzale d'Iparralde ont toujours un œil fixé sur Hegoalde. Le rendez-vous européen y convie plus que tout autre puisque le scrutin se déroule le même jour et que chacun contribue, au prorata de la population de son Etat, à la composition de l'Assemblée commune dont les directives s'imposent aux législateurs des 27 Etats de l'Union. Mais les modes électoraux sont cependant différents. La France a renoncé en 2004 à la circonscription unique sur l'ensemble de la République pour faire élire ses 72 eurodéputés dans huit grandes régions, dont dix sièges dans la nôtre. La parité est exigée et il faut dépasser le seuil des 5% des suffrages exprimés pour être pris en compte. Dans le Royaume d'Espagne, le scrutin du 7 juin se déroulera toujours dans une circonscription unique sans seuil minimum de représentativité. C'est ainsi que les partis abertzale, grâce à la proportionnelle intégrale, ont pu faire élire des eurodéputés avec moins de 1% des voix de l'ensemble péninsulaire. Dans ces conditions-là, les trois millions de Basques peuvent électoralement exister parmi les 40 millions d'Espagnols. Ce n'est donc pas le fait du hasard si la stratégie européenne en Iparralde du PNV et de Batasuna est fortement influencée par les pratiques électorales d'Hegoalde d'autant qu'ils impulsent les lieux de décision et les moyens matériels. Ceci est contraire au fonctionnement d'Abertzaleen Batasuna spécifiquement construit pour répondre à la dépendance hexagonale de nos trois provinces. Enbata tâchera d'y apporter sa contribution.

## Maiatzaren lehena, krisi erdian

**L**ANGILEEN egoera ez da sekula nahi bezain ona, bainan aurtengo maiatzaren lehena kontestu berezian iraganen da. Krisia kalte handien egiten ari da, eta langileak ari dira horren ondorioen pairatzen. Bat-bateko izozte bat bezala hedatu da produkzioaren gelditzea, eta horrek langile anitz lanik gabe utzi ditu, lan-tegi anitz hetsi behar izan dituzte... Langileak kexu dira; azken bi greba egun nagusietan sekulako jende andana izan zen manifestazioetan. Orain, nagusi anitz bahiturik atxikitzen dituzte edo hetsia izanen den bere lantegia xehatzen dute...

Haserre hori ulergarria da. Nola ez sutan jar nagusiek eta akziodunek sekulako dirua irabazten dutenean eta langileak kanporatzen edo enpresak hesten dituztenean? Nola onar erraka jotzeko arriskuan egon diren bankuei bat-batean hainbeste diru emaita, langileen soldata apalak doi bat emendatzeari uko egin ondoan?

Bankuek funtsezko ardura badute, gainera, gertatzen den egoeran. Eta langileek badakite bankuek zenbat diru kentzen dieten, maileguen bizkar. Bizilekuen prezioak anitz emendatu direnean eta bizileku bat erosteko bankuari gero eta mailegu luzeagoak eskatu behar zaizkionean, sinestezina

dirudi bankuetan dirurik ez gelditzea. Interesak pagatzean bankuek beren sakeletan ezartzen duten hainbeste diru nola suntsitu da? Nola da posible?

Finantza sistemaren hari mutur guziak ulertzea konplikatu da. Baina krisi hori gertatuko zela bazekiten finantza munduan ari zirenek. Sistemak ezin zuen hola segitu. Espainia eta Hego Euskal Herria dira finantza krisi hori bete-betean pairatzen dutenak, eta zerbaitegatik da. Bizilekuen prezioak biziki handiak ziren azkenaldian. Lapurdin baino anitzez garestiagoak ziren (eta dira) apartamenduak. Garai batez, senarrak lan eginez bakarrik hamar urtez hiru logelako apartamendu bat pagatzen ahal bazen, orain, senar-emazteek biek lan egin eta ere, 30 eta 50 urte bitartean behar dute mailegua ordaintzeko, beren irabazi guzien erdia, gainera! Zenbat diru bankuentzat!

Baina zer aduragabekeria, bankuen partetik eta gobernuen aldetik, prezioen igoera anarkiko hori onartzea! Apartamendu bat erosi nahi zuenari behar zuen diru guzia prestatzen zieten bankuek, Hegoaldean, segurtatu gabe ere ea ordaintzen ahal zuten ala ez. 40 edo 50 urteko mailegua onartzen zuten, %50eko zorpetzearekin. Eta horrek zer

(Suite de l'Edito à la dernière page)





... que le gouvernement pakistanais ait passé un accord avec les Talibans pour qu'ils évacuent le district de Buner contre l'autorisation d'imposer la Charia (loi islamique) qui coupe la main du voleur et lapide la femme adultère. Avec les droits de l'homme, faut pas charia!

... et réjouit que selon le récent rapport de l'Université de St-Jacques de Compostelle, Juan Carlos, dernier rejeton de la famille des Bourbon, échappe à l'endogamie qui a décimé la lignée des Habsbourg, qui l'avait précédé sur le trône d'Espagne. Le sang impur des Bourbon a donc correctement abreuvé les sillons monarchiques de Castille et d'Aragon.

... que Jose Luis Zapatero, dans un interview au *Monde*, se rejouisse de l'élection d'un Lehendakari socialiste alors que «J. J. Ibarretxe diffusait de l'instabilité en refusant les règles qu'il était chargé de faire appliquer. Le Pays Basque va vivre un temps de tranquillité». Si l'alliance de son parti avec le PP est un gage de sérénité en Euskadi, pourquoi n'applique-t-il pas cette recette à Madrid?

... et réjouit qu'au classement 2009 des 50 meilleures tables du monde, la revue britannique «*Restaurant Magazine*» classe quatre chefs basques aux 4<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 33<sup>ème</sup> et 39<sup>ème</sup> rang: Andoni Aduriz, Juan Mari Arzak, Martin Berasategi et Victor Arguizoz. Ou l'art d'accommoder la répression en poulet basquaise.

... que samedi 25 avril, lors des cérémonies du 70<sup>ème</sup> anniversaire du camp de Gurs, près d'Oloron, les autorités françaises et le premier vice-président des Cortés espagnols aient évoqué toutes les identités des victimes emprisonnées par la III<sup>ème</sup> République et le gouvernement de Vichy. Ils ont juste oublié les réfugiés basques fuyant le Franquisme, premiers locataires de ce sinistre camp français. On croyait entendre Pétain: «*Français, vous avez la mémoire courte!*».

... s'est étonné de découvrir dimanche sur *Euskal Telebista* une carte météo réduite aux trois provinces de la Communauté autonome (autrefois Zazpiak Bat). Avant même la mise en place du gouvernement PSOE-PP à Gasteiz, ETB a anticipé sur les vents dominants.

... que pour battre des records de natation, il suffise d'enfiler une combinaison de bain dite «*jaked*», entièrement constituée en polyuréthane —matériau gagnant qui favorise la flottabilité. Les turfistes appellent ça la combinaison gagnante.

**L**A guerre est finie! 15 ans et des centaines de milliers de morts après le déclenchement de la première guerre de Tchétchénie en 1994, la Russie a annoncé le 16 avril dernier la fin de ses opérations antiterroristes sur le territoire tchétchène. A priori, ce n'est pas anodin puisque le régime spécial auquel était soumise la république rebelle depuis une décennie autorisait les arrestations



arbitraires, les barrages routiers, les couvre-feux, imposait de sévères restrictions aux journalistes, etc. La fin des opérations antiterroristes s'accompagne également du départ de 20.000 soldats russes (sur 50.000).

#### Loyauté envers Moscou

Le président tchétchène Ramzan Kadyrov s'est immédiatement réjoui: «*Nous sommes extrêmement satisfaits. La république de Tchétchénie moderne est un territoire paisible et florissant. La fin des opérations antiterroristes va stimuler la croissance économique dans la république*». On peut en douter, mais Ramzan Kadyrov a quand même toutes les raisons du monde de se réjouir: le Kremlin vient de lui laisser les clés de la Tchétchénie.

Cette consécration est la conséquence naturelle de la politique dite de «*tchétchéenisation*» adoptée par Poutine depuis le début des années 2000. Pour bien saisir la teneur de cette politique, il peut être utile de reprendre la distinction opérée par l'analyste russe Sergei Markedonov, qui distingue trois approches différentes du dossier tchétchène depuis 1991. Il qualifie la première «*d'autisme administratif*». Cette politique, en vigueur de 1992 à 1994 (de la déclaration d'indépendance de la Tchétchénie au début de la première guerre) et de 1996 à 1999 (l'entre-deux guerres) consistait à «*se contenter de prétendre que la Tchétchénie faisait partie de la Russie. En réalité, la Tchétchénie*

David Lannes

*ne payait aucune taxe au budget fédéral et n'obéissait pas non plus aux lois russes*». La deuxième approche, adoptée en 1995 et 1999 a consisté à se baser sur les forces armées ou l'ex-KGB pour réprimer les mouvements rebelles. A la différence de cette deuxième approche, la «*tchétchéenisation*» impulsée par Poutine, a consisté «*à donner les pleins pouvoirs à l'élite de la république en échange d'une démonstration formelle de loyauté envers Moscou*».

#### Une stabilité au sens poutinien

On pourrait penser que l'annonce de la fin des opérations antiterroristes en Tchétchénie marque le succès de cette politique de «*tchétchéenisation*». Cela n'est pourtant pas le cas, ni du point de vue de Moscou, ni des partisans d'un Etat de droit. Pour rallier des leaders séparatistes à sa cause, comme l'ancien président Akhmad Kadyrov (père de l'actuel président), le Kremlin a en effet dû leur faire de nombreuses concessions - des concessions auxquelles aucune autre république de Russie n'a eu droit. Les dirigeants russes ont également été contraints de tolérer les nombreuses exactions de ces seigneurs de guerre qui ont accepté de jouer le jeu de la «*tchétchéenisation*», au premier rang desquels figure Ramzan Kadyrov. Fils de l'ancien président Akhmad Kadyrov, assassiné par les rebelles en 2004, ce chef de milice («*un lâche armé jusqu'aux dents*» selon la journaliste assassinée Anna Politkovskaïa) parvint à être nommé premier ministre en 2006, puis président en 2007, à l'âge de 30 ans. Sa milice (les «*Kadyrovtsy*») a réussi à s'imposer face à celles de ses rivaux, mais n'a pour cela reculé devant aucune exaction. L'association russe Memorial lui avait ainsi attribué «*sans aucun doute la plupart des crimes commis en Tchétchénie*». Ses opposants les plus gênants ont également été assassinés, fusillés ou réfugiés à l'étranger. Umar Israilov, qui accusait Kadyrov de tortures a ainsi été abattu en janvier à Vienne et Sulim Yamadayev, un chef de guerre rival, a été exécuté à Dubaï en mars. Si des progrès indéniables ont pu être observés en Tchétchénie sous l'ère Kadyrov, en termes de reconstruction notamment, on ne peut parler de «*stabilité*» qu'au

sens poutinien de ce terme. Une «*stabilité*» que le «*Chechnya Peace Forum*» décrit en ces termes: «*La réalité est que les bombardements intensifs ont été remplacés par un régime de peur et d'oppression qui a érodé la société civile en Tchétchénie et supprimé tout voix démocratique libre*».

#### Il deviendra difficile d'évincer Kadyrov

Avec la levée des «*opérations antiterroristes*» annoncée le 16 avril, Kadyrov augmente encore plus son emprise sur la société tchétchène et son autonomie par rapport à Moscou. Par contre, cette décision ne devrait pas changer grand chose, ni pour le citoyen lambda, ni pour les rebelles comme en témoigne cette précision des services spéciaux russes, rapportée par l'agence ITAR-TASS: «*Bien que les opérations de contre-terrorisme générales sur le territoire tchétchène soient officiellement terminées, des opérations de contre-terrorisme locales seront menées dans les montagnes et les collines*».

Si les dirigeants russes se soucient fort peu du sort des citoyens tchétchènes, ils pourraient par contre se trouver embarrasés par les débordements de Kadyrov, comme l'assassinat à Dubaï de Sulim Yamadayev par exemple. La police de Dubaï a en effet accusé le bras droit de Kadyrov d'être le commanditaire de cet assassinat. Mais le président tchétchène est désormais si puissant qu'il deviendra très difficile pour Moscou de l'évincer s'il devient trop encombrant, une perspective qui est loin d'être un cas d'école! A tel point que les rebelles tchétchènes en viennent à regretter le désengagement de Moscou, comme en témoigne cette analyse glanée sur un site proche des rebelles: «*Il y avait auparavant l'espoir qu'au moins Moscou (pas la meilleure option en tout cas) pourrait réfréner l'imagination luxuriante du dirigeant, mais il n'y a désormais personne en qui placer un tel espoir. Le peuple est maintenant laissé seul avec un dirigeant hors de contrôle*». Bienvenue au Kadyrovstan!

#### Rectificatif

Le texte de la chronique de la semaine dernière était en réalité de Xantal Torre. Nous lui présentons toutes nos excuses.

## José Bové : dépasser le cadre étatique des Etats une entité institutionnelle, de

*Dans les semaines qui viennent, Enbata s'inscrira dans la campagne électorale pour le Parlement européen. José Bové, qui mène dans notre circonscription «grand Sud-Ouest» la liste Europe-Ecologie, donne ici le sens de son engagement et de sa prise en compte de l'identité basque qu'il entend servir à Strasbourg et Bruxelles durant les cinq ans de son mandat. Nous savons, à la lumière de l'action de Gérard Onesta, que José Bové ne sera pas un élu isolé à l'Assemblée européenne car il intégrera le groupe des Verts et de l'ALE (Alliance Libre Européenne), co-présidé par Daniel Cohn Bendit, où il retrouvera les députés indépendantistes des nations sans Etat, Ecosse, Gallois, Flamands, Catalans, Basques... auxquels viendra sûrement s'ajouter l'abertzale corse, François Alfonsi, porte-parole du Parti de la nation corse en position éligible sur la liste Europe-Ecologie du Sud-Est. En intégrant Europe-Ecologie, Abertzaleen Batasuna et Eusko Alkartasuna participent ainsi au courant européen au service de nos peuples niés.*

*Samedi 9 mai à 19h, Salle Lauga à Bayonne, meeting avec José Bové et Gérard Onesta.*

**E** NBATA: Pouvez-vous définir le projet d'Europe-Ecologie? Quelles sont les familles politiques engagées sous cet intitulé dans la consultation européenne?

**José Bové:** Europe-Ecologie est un rassemblement d'écologistes qui s'est structuré au départ autour du parti des Verts. De nombreuses personnalités issues de la société civile et porteuse de combats sur l'environnement et les questions sociales se sont impliquées dès le départ dans cette dynamique. Je suis issu du syndicalisme paysan, d'autre comme Yannick Jadot, qui dirigeait les campagnes de Greenpeace ou Sandrine Bélier qui était directrice de France Nature Environnement ont décidé de joindre leurs énergies et leurs expériences à ce rassemblement politique. Eva Joly, seconde sur la liste en Ile-de-France, ancienne juge d'instruction et spécialiste des affaires de corruption, apporte sa connaissance des dérives du système politico-financier et sa connaissance de la spoliation des ressources des peuples du sud par les multinationales. Ce rassemblement est renforcé par Régions et Peuples Solidaires (RPS) qui dans la région Sud-Ouest regroupe les Basques, les Catalans et les Occitans. Cette variété, cette diversité nous renforcent. Et nous permet de tenir un langage européen qui englobe les questions locales, nationales, européennes et mondiales.

Nous nous retrouvons sur le constat que le capitalisme est un moteur à trois temps alimenté par le productivisme, la consommation, la production à outrance. Ce type d'économie basée sur la prédation des ressources naturelles comme les énergies fossiles, l'eau douce, les minerais, les sols, la biodiversité n'est pas soutenable. Il a déclenché un réchauffement climatique qui ne sera pas maîtrisable sans une réelle volonté politique d'inverser la vapeur. Le mode de vie occidental n'est pas reproductible à l'ensemble de la planète. Nous devons réfléchir à nos besoins personnels et collectifs et trouver des solutions qui nous permettront de vivre bien ensemble en Europe et avec les autres régions de la planète. Cela passera également par une réflexion sur le travail, la manière dont nous le partageons dans nos sociétés. Nous devons donc échapper à la logique de la recherche du profit à court terme et je suis persuadé que l'émergence d'un éco-capitalisme n'est qu'un écran de fumée pour



De g.à dr.: Gérard Onesta, vice-président du Parlement européen, Menane Oxandab

continuer dans la même logique productiviste.

L'urgence absolue est de créer de nouveaux emplois qui améliorent notre quotidien. Au niveau de l'énergie, Europe-Ecologie propose de lancer un programme de développement massif des énergies renouvelables

milliers d'emplois en Europe. Chaque année, en France, nous perdons plus de 70.000 emplois dans nos campagnes. Au niveau des 27 Etats membres, c'est une hécatombe.

J'ai à cœur la mise en place d'une politique agricole commune centrée sur le maintien de l'emploi agricole,



telle que les éoliennes, le solaire, le bois. Nous souhaitons lutter contre le gaspillage énergétique en soutenant en particulier l'isolation des habitations et des bureaux ce qui permettra de créer des centaines de

en soutenant l'agriculture paysanne, sur le modèle du syndicat basque ELB, source d'une alimentation de qualité. Le développement de transports collectifs, le recyclage et la gestion des ressources, la réorientation

Alain Lipietz, économiste et euro-député vert

## Temps de travail et enjeux écologiques



*"La réduction du temps de travail avec un maintien ou une légère augmentation de salaire permet d'avoir un déplacement du rapport entre salaires et profits sans aggraver la crise écologique."*

L'économiste Alain Lipietz, est invité par la Fondation MRA, au siège de Laborantza Ganbara pour y donner une conférence le vendredi 15 mai 2009 à 20h30. Voici l'interview d'Alda! sur le thème que développera Alain Lipietz lors de sa conférence au Pays Basque : *"Réduction du Temps de Travail et enjeux écologiques"*!

**Que doit-on entendre par la "réduction du temps de travail" ?**

La réduction du temps de travail peut se faire par jour, par semaine, par mois ou sur l'ensemble de la vie. Ces 4 possibilités ont marqué l'histoire du mouvement ouvrier.

Je pense qu'aujourd'hui après l'expérience de réduction hebdomadaire plus ou moins annualisée des années Jospin (début des années 2000) le grand objectif est de *re-avancer* l'âge de la retraite qui a été reculée par la droite qui a succédé à Jospin. Pourquoi ? Car l'expérience de réduction hebdomadaire a été un peu polluée par l'annualisation et par l'accroissement de la pression sur le salarié ! Finalement c'est après la retraite qu'on est tranquille...

En fait, l'idée fondamentale est qu'à une certaine politique économique correspond un certain volume d'activité. Savoir combien de personnes vont avoir un emploi compte tenu du volume d'activité que permet une politique économique dépend du nombre d'heures que chacun travaille.

On peut répartir ces heures sur un petit nombre de travailleurs en faisant le plus de chômeurs possibles de façon à faire pression sur ceux qui travaillent afin qu'ils acceptent des salaires plus bas. C'est ce que fait Sarkozy avec la défiscalisation des heures supplémentaires. Il encourage à garder les gens qui travaillent longtemps et à maximiser nombre de chômeurs...



*"Gaur egungo krisia soziala da baina ber denboran ekologikoa ere!"*

Au contraire, le partage du travail consiste à dire que pour le volume d'heures travaillé correspondant à une politique économique, on préfère répartir ces heures sur le plus de monde

possible pour que chacun puisse avoir une activité lui permettant de vivre, d'avoir un pouvoir d'achat et de se justifier et se situer dans la société par rapport à lui-même et à son activité.

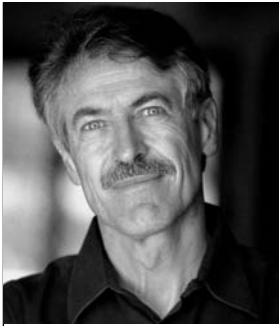
**En quoi est-elle une réponse à la crise, au chômage et à la pauvreté ?**

La crise actuelle est double. Elle est à la fois *sociale* (entre 2007 et 2008 les salariés les plus pauvres aux USA n'ont pas pu rembourser l'emprunt lié à leur logement) et *écologique* (les salariés les plus pauvres n'ont plus remboursé car il y a eu une explosion du coût des matières premières, aliments, des énergies (pétrole, etc.)...)

Pour sortir de cette double crise il faut changer la répartition de la richesse mondiale entre les salaires et les profits (en augmentant la part allant aux salaires) sans que cela entraîne une explosion de la consommation qui ferait exploser les prix du pétrole et des aliments.

La seule façon de faire cela consiste à diminuer le temps de travail avec un maintien ou une légère augmentation de salaire permettant d'avoir un déplacement du rapport entre salaires et profits sans qu'il y ait pour autant une relance massive de la consommation de biens matériels et donc sans aggraver la crise écologique.





Alain Lipietz

La crise étant liée à une richesse qui se concentre sur un petit nombre de capitalistes alors que les salariés ne sont pas assez payés... pour en sortir il faut modifier le partage de la valeur ajoutée.

Le "plus" pour les salariés passe par l'augmentation du salaire horaire (chaque heure de production allant en partie pour le salaire et en partie pour le profit)... Si en même temps on veut lutter contre la crise écologique, il faut diminuer le nombre d'heures. Cela revient à augmenter le pouvoir d'achat mensuel en réduisant le temps de travail.

Une des formes de réalisation de la réduction du temps de travail (certes ce n'est pas la meilleure) est actuellement utilisée par les entreprises qui pour éviter de trop licencier réduisent le temps de travail sous forme de chômage technique. Le gouvernement, sous la pression des luttes, augmente l'indemnité du chômage technique (ce qui revient à une réduction du temps de travail)...

### En quoi la réduction du temps de travail est une réponse forte aux impératifs écologiques ?

La réduction du temps de travail est la façon la plus simple de créer l'emploi sans aggraver la crise écologique. Mais, la lutte contre la crise écologique va en elle-même créer un tas d'activités : développement de l'agriculture biologique, l'isolation des logements, transports collectifs, etc. qui sont énormément créateurs d'emplois..."

### Pourquoi le "travailler plus pour gagner plus" est une aberration économique, écologique et humaine ?

C'est une ruse de Sarkozy pour apparaître au yeux des ouvriers comme quelqu'un qui leur trouvait une solution pour augmenter leur pouvoir d'achat. C'était aussi une façon de dire que c'est bien de travailler et cela contribuait à la revalorisation de l'estime de soi des ouvriers... alors qu'un certain discours de gauche des années 80 à 2000 n'avait pas assez pris en compte cet aspect "les travailleurs aspirent à être fiers de leur travail!"...



*"Gehiago lan egin, gehiago irabazteko", formula horrek nagusiei dirulaguntzak eman ditu... langabezia sustatuz eta soldaten gainean presioa atxikiz!"*

Dans la réalité cette formule reflète le contraire de ce que le mouvement ouvrier souhaite depuis 2 siècles ! Soit le "Travailler moins pour gagner autant ou plus"...

Le "Travailler plus pour gagner plus" incitait les patrons à faire travailler plus ceux qui avaient un emploi plutôt que d'embaucher. C'est une politique de subventionnement à la création du chômage de façon à faire pression sur les salariés...

Dans le cadre d'une bataille électorale et de propagande les gens en ne réfléchissant pas trop ont pour certains voté pour Sarkozy à cause de cet argument-là... mais bon 6 mois après ils étaient tous contre... Ça arrive à tout le monde de faire des erreurs !

Certains experts disent qu'à l'heure où le prodigieux dynamisme de l'espèce humaine se heurte aux limites de la biosphère et met en danger son avenir, il est indispensable de respecter en priorité les enjeux écologiques. Quels sont les risques immédiats... et les priorités écologiques à considérer ?

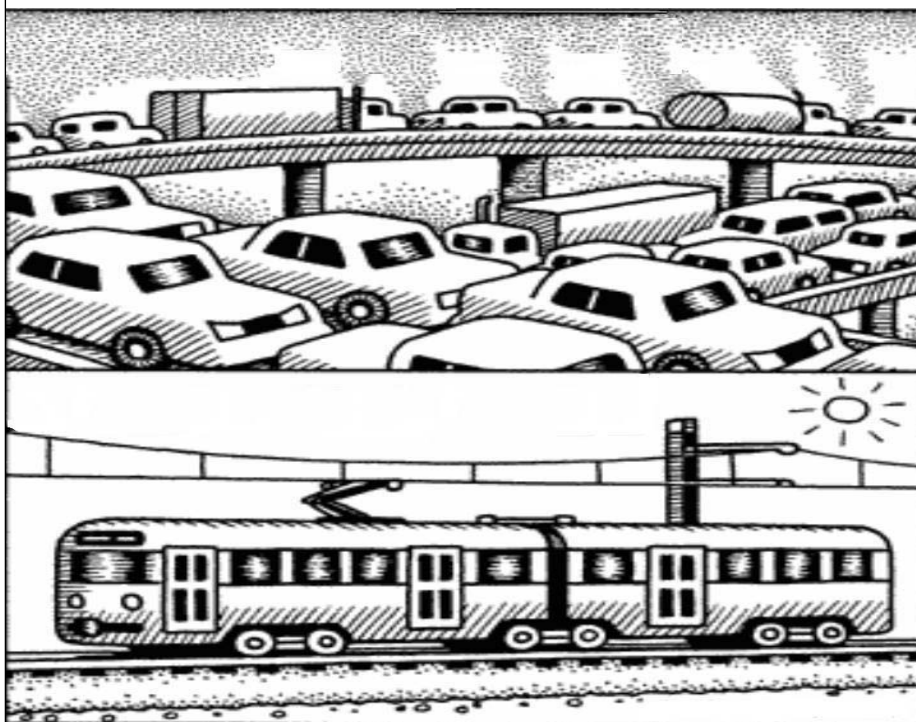
Cette crise écologique pèse sur le pouvoir d'achat ! Si on revient à l'ancien modèle de développement, le produire plus pour consommer plus, comme ce qui se passait en 2006, en 2000 au meilleur de la période Jospin, ou en 1975 après le 1<sup>er</sup> choc pétrolier, on revient à la cause qui a provoqué cette crise au premier semestre 2008 : l'épuisement des ressources naturelles ! C'est à dire l'explosion du prix du pétrole et des aliments, l'accélération formidable de la production du gaz à effet de serre qui modifie le climat, cette modification qui provoque la faim (l'agriculture devient moins productive, le grenier à riz du monde brûle en Australie), etc.

L'urgence de la mobilisation pour sauver le climat n'a pas été comprise au niveau hexagonal ou européen par les grands partis ! Nos enfants et nous-mêmes dans quelques années nous nous poserons la question : qu'est-ce qu'on a fait pour enrayer le réchauffement climatique entre 2009 et 2015 ? Quelle suite avons-nous donné aux recommandations du GIEC en 2007 ?

De façon schématisée, une crise sociale permet au "pauvre" de mener une bataille pour devenir "riche"... Certes ça peut prendre du temps, et ce délai est désagréable... mais la victoire résout le problème ! Par contre, une crise écologique, c'est comme un tube de dentifrice, une fois que le dentifrice est sorti on ne peut plus le rentrer (idem avec le CO2!). Actuellement on ne peut plus éviter une augmentation de +2 degrés de la température de la planète. Maintenant l'enjeu des 5 années à venir c'est : est-ce qu'on va vers + 4 degrés. Les solutions aux crises écologiques sont non retro-actives...

A l'heure où les mobilisations sociales ont pour principale priorité la sauvegarde de l'emploi (peu importe que ce soit des industries polluantes ou de l'armement...) comment relier cette double préoccupation (écologique et sociale) sans paraître déconnecté de l'urgence ressentie par les gens ?

Dans la plupart des cas la conversion écologique peut se faire dans la même usine ou la même entreprise. On nous dit "Il faut sauver l'industrie automobile". Certes, mais pas en faisant des automobiles... en faisant des autobus, des tramways, des trains, etc. C'est à peu près la même industrie. Des entreprises qui produisent des voitures produisent déjà des autobus. Donc si on dit "Pour sauver la planète il faut absolument basculer massivement vers les transports en commun"... On prend les usines automobiles et on les convertit !



"Pour sauver la planète il faut absolument basculer massivement vers les transports en commun"

Vendredi 15 mai à 20h30 : conférence avec Alain Lipietz dans les locaux de Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos.

## ZuZeu

## Hergarai

Euskarazko web atari berria dugu hau. ZuZeu albistaria, *zuzeu.com* joz ikusgarri dena. Printzipioa ez du berria, internet sarean diren euskal berrigintza guneetarik eginahala artikuluren biltzea, bilduma baten egitea edo ZuZeu, hauen bilgune egitea. Ez da horretan mugatzen. ZuZeu baititu bere parte hartzaile zuzenak, "zuzeulariak", bere "begiraleak", idazten baitute ikusi dutenaz, entzunaz ala gogotik pasatuaz. Euskaraz ez diren zenbait webgune eta artikuluetara ere eraman dezake irakurlea albistari berriak. Honen gibelean, Hendaian bizi den Hasier Etxeberria "idazle, kazetari, gidoigile eta blogaria" eta honen inguruan bildu multxoak.

Berriki, euskal weblari biziotuen munduko lagun batek zionaz, 1000 ta 2000 artean litazke euskal webzale jarraikiak. Hots, internet sarean euskaraz diren guneak egun guziz so egiten, irakurtzen dituzten euskaldunak eta bistan dena sare horretan euskaraz idazten dutenak. Lagun berak zion, inkesta batek erakutsi zuela ere euskal web atarien artean Berria egunkariarena zela gehien ikusia ta ondotik sustatu.com heldu zela. Ez dakit xifre eta datu hauek zer heineta rainoko egitasuna duten. Zer inporta gero ere! Euskal hiztunen kopuru orokorrari (horretan ere ustezkoa eta zinezkoa bada) so eginez, alabainan guti dela pentsa daiteke. Baina euskararen baliaberenaren heina ikusirik, anitz dela erran daiteke. Egunduz, euskaraz komuzki aitzina doan komunitate bat. Bakoitza bere xokotik sareko euskal pirueri tiraka ari diren informarmutzak.

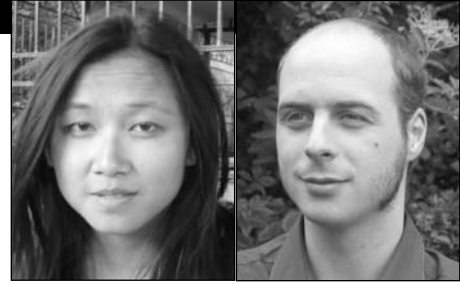
Hasier Etxeberriak bere helburu, gogo eta arrazoinak bazituzkeen ZuZeu albistaria sortzeko mementoan. Informazio iturri desberdin eta ainitza eskaintzea euskal weblariei -ageri da Etxeberriak berak erreferentzia franko duela frantses berrigintza web atarietarik ere, beste ate bat ireki nahizan balie bezala Bidasoaz haraindiko berrigose ase ezinei- ; euskarazko albistari bizi, moderno eta atsegin baten eskaintzea (bideoak, argazkiek presentzia handia dute eta diseinu bipileko leihoa da)... ta beste mila arrazoin.

Kike Amonarrizi entzuna diogu behin baino gehiagotan euskarari bizitasun bat bermatzekotan, euskaraz gauza gozagarrien kontsumitzeko ekoizpenen kausitzetik jin behar dela besteak beste. ZuZeu hauetarik izan bedi beraz! Bere komunitate mendrean barne komunitate ttipiak dituen hiztun taldea da euskaldungoa. Hauek naturalki Beñat Etxepareren mintzairan hausnarrarian ari direno, badu honek gero. Lipuak sareak hazkurri iturri duen bezala izan dezake euskaldunak beraz.

Albistari berri honek dion bezala "zuhau" zaude sareari hazkurri ekarle.



CAROLINE BERTRON (\*)  
PASCAL MULET "SKUAL" (\*)



# Notre temps n'est pas une marchandise(2/2)

## Pour une Réinvention du Temps de Travail

### Le titre des ateliers-participatifs mérite quelques explications

Dire que le temps n'est pas une marchandise, c'est affirmer qu'il ne doit pas l'être. Et dire qu'il ne doit pas l'être, c'est sous-entendre qu'aujourd'hui il l'est, ou en tout cas qu'il est perçu comme tel.

L'atelier aurait aussi pu s'intituler "Notre temps n'est pas à vendre !", car il part du constat que le système économique dans lequel nous vivons, le capitalisme, repose sur une fable communément admise : pour gagner sa vie, chaque individu dispose de temps qu'il pourra vendre sur ce que l'on appelle le "marché du travail". Si l'on schématise le raisonnement de nos expert(e)s, chaque matin (ou chaque début de semaine, ou d'année), je fais mes comptes et décide de consacrer une partie de mon temps à venir à travailler, ceci en échange d'un salaire (ou d'une autre forme de rémunération). L'autre partie de mon temps, je peux le consacrer au loisir, c'est-à-dire à ne pas travailler, notamment en dépensant l'argent gagné durant mon temps de travail.

### Questionner ce qui nous semble évident

Dire que notre temps est devenu une marchandise, c'est dire qu'aujourd'hui il paraît tout à fait normal, évident et naturel de découper notre vie en portions égales (le plus souvent en heures) que l'on vendrait à l'unité sur un marché. Ainsi, tout(e) salarié(e) possède un contrat de travail sur lequel il est stipulé qu'il/elle effectuera un certain nombre de tâches pour le compte d'autrui, durant un temps donné (un certain nombre d'heures), chaque heure, chaque portion de temps étant achetée à un prix donné, comme peut l'être un kilo de pommes de terre sur un marché.

Ceci n'a rien d'évident, et il nous semble un leurre de croire que le temps de travail puisse être automatisé dans la sphère marchande capitaliste sans avoir de conséquence sur les modes de vie en général des travailleurs(es). Autonomiser le temps de travail, c'est le considérer comme une entité qui possède ses propres caractéristiques (ici celles d'une marchandise) sans rapport avec l'être humain qui le rend possible, et les besoins et envies de cet être humain.

Dans l'histoire de l'Occident, les formes du temps de travail ont évolué (du travail journalier de

l'Ancien Régime au "temps-plein" du salariat, en passant par les formes de travail atypique comme le travail de nuit). Les instruments de contrôle de ce temps (horloge, chronomètre, pointeuse...) visent à le rationaliser toujours plus. Parce que travail et perception du temps ne sont pas des catégories naturelles (puisque'ils ont évolué historiquement), on peut dire que le temps de travail (et avec lui le temps de loisir) que nous connaissons aujourd'hui est une invention des sociétés capitalistes.

### Pourquoi un atelier ?

L'objectif des ateliers est de proposer un espace d'échange, un temps consacré à une critique du mode de pensée capitaliste, binaire quand il s'agit d'étudier cette question : travail/loisir. Nous aborderons la question de ce que l'on appelle "temps de travail", qui n'est peut-être pas la même chose que le temps au travail et le temps du travail. Si nous avons quelques éléments de réflexion, fruit d'un travail (sic) que nous menons sur la question, nous tenons à les confronter aux pratiques concrètes et aux vécus de la vie de tous les jours de tout-un-chacun. C'est pour cela que les ateliers se dérouleront en deux parties : une présentation des thèmes abordés (pensée pour être accessible à tous(tes)), et une "critique de la critique" à partir des expériences de chacun(e).

L'atelier tel que nous le voyons est un échange, un aller-retour entre la théorie et la pratique, l'un et l'autre s'enrichissant mutuellement. Parce que la question du temps de travail ne doit pas être appropriée par les expert(e)s, et parce que la pensée ne peut faire l'économie de la diversité des pratiques quotidiennes.



(\*) Caroline Bertron et Pascal Mulet «Skual», étudiant(e)s en anthropologie, sociologie et économie animeront 3 ateliers en Iparralde :

Et si les arguments actuels sur la réduction du temps de travail n'étaient pas naturels, n'alliaient pas de soi ? Et si le travail capitaliste nous avait imposé une certaine vision de la société et même du temps ?

Le jeudi 7 mai à 20h30 au Gazetxe Bota de Saint-Just-Ibarre.

Le vendredi 8 mai à 10h00 à la Fondation Manu Robles-Arangiz, 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne.

Le vendredi 8 mai à 17h00 à la Fondation MRA, atelier co-organisé avec la Coordination Etudiante et Lycéenne.

# Consommer responsable

Par nos choix de consommation, nous pouvons tous agir, sans bouleverser notre mode de vie et notre confort.

50% des émissions de CO2 dans l'hexagone, sont le fait des ménages. Chaque citoyen émet aujourd'hui du fait de ses activités quotidiennes, environ 10 tonnes équivalent CO2 par an. Pour prétendre à un mode de vie durable, chaque citoyen devrait diviser par 4 ses émissions afin de ne pas dépasser un plafond annuel de 2 350 kilos équivalent CO2.

Une consommation responsable comprend 3 étapes :

- ✓ le choix d'un produit ou d'un service
  - ✓ l'utilisation de ce produit/service
  - ✓ la prolongation de la vie de ce produit
- Tout produit a un impact sur l'environnement
- ✓ il a besoin de matières et d'énergie pour être fabriqué,
  - ✓ il doit être emballé et transporté,
  - ✓ il deviendra un jour un déchet...

Mais il existe des produits qui entraînent moins d'impacts sur l'environnement et conservent leurs performances lors de l'utilisation : les éco-produits.

### Eco-produits

Pour les connaître, apprenez à repérer les bons logos écologiques : ils signifient que les produits ont été vérifiés par des organismes indépendants quant à leur conformité à des critères écologiques stricts et à des critères de performances rigoureux.

### Des achats plus responsables

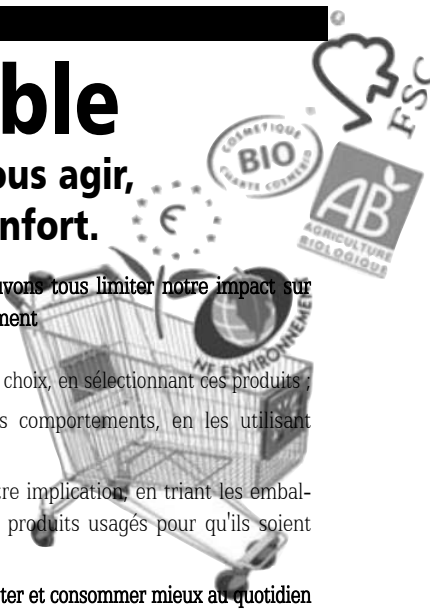
Tous les produits de consommation ont des impacts sur l'environnement. Tout produit a besoin de matières premières et d'énergie pour être fabriqué. Tout produit doit être emballé et transporté. Même s'il est plusieurs fois recyclé, tout produit ou emballage deviendra un jour un déchet. Mais certains d'entre eux, les éco-produits, sont plus respectueux de l'environnement que d'autres tout en conservant leurs qualités.

Nous pouvons tous limiter notre impact sur l'environnement

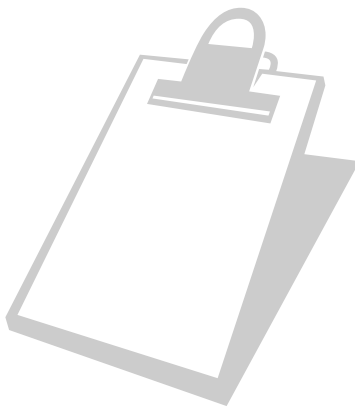
- ✓ par nos choix, en sélectionnant ces produits ;
- ✓ par nos comportements, en les utilisant mieux ;
- ✓ par notre implication, en triant les emballages et les produits usagés pour qu'ils soient valorisés.

### Pour acheter et consommer mieux au quotidien

- ✓ Privilégiez les produits éco-labellisés
- ✓ Privilégiez les produits bio (bénéficiant du logo AB ou du label bio européen)
- ✓ Limitez les produits sur-emballés
- ✓ Achetez des produits de saison et locaux
- ✓ Faites vos courses dans des commerces de proximité.



## L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga : [www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

Quinzaine alternative

### Travailler moins et gagner autrement !

Pourquoi le "Travailler plus pour gagner plus" est une aberration économique, écologique et humaine. Décortiquer la question du temps de travail pour mieux comprendre comment fonctionne et où nous mène le capitalisme. Éléments pour une alternative concrète au capitalisme.

✓ **Vendredi 1<sup>er</sup> Mai au bar Sankara à Bayonne**, après la manif, vernissage d'une expo sur le temps de travail, repas (12 €, café et vin compris, réservations au 06 99 82 68 29), concert.

✓ **4 ateliers participatifs sur le travail et le capitalisme :**

⇒ 3 animés par **Caroline Bertron** et **Pascal Mulet "Skual"**, étudiant(e)s en anthropologie, sociologie et économie :

*Et si les arguments actuels sur la réduction du temps de travail n'étaient pas naturels, n'allaient pas de soi ? Et si le travail capitaliste nous avait imposé une certaine vision de la société et même du temps ?*

Le **jeudi 7 mai à 20h30** au **Gaztetxe Bota de Saint-Just-Ibarre**

Le **vendredi 8 mai à 10h00** à la **Fondation Manu Robles-Arangiz**, 20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne

Le **vendredi 8 mai à 17h00** à la **Fondation MRA**, atelier co-organisé avec la Coordination Etudiante et Lycéenne

⇒ 1 animé par **Txetx Etcheverry**, responsable de formation à la **Fondation MRA** :

Autour du livre "**Travailler deux heures par jour**" du collectif **Adret** : décortiquer la question du temps de travail pour mieux comprendre comment fonctionne et où nous mène le capitalisme.

Le **vendredi 8 mai à 14h30** à la **Fondation Manu Robles-Arangiz**.

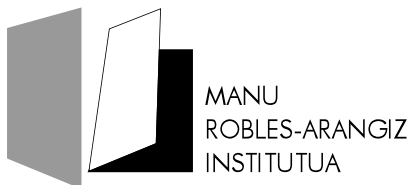
✓ **Jeudi 14 mai à 20h30**, conférence avec **Hervé Kempf**, journaliste au Monde, à l'Amphi du Château Neuf de l'IUT à Bayonne

**Vendredi 15 mai à 20h30**, conférence avec **Alain Lipietz**, dans les locaux d'EHLG!

**Travailler moins et gagner autrement !**

Le jeudi 14 MAI à 20h30, à l'Amphi du Château Neuf de l'IUT à Bayonne conférence avec **HERVÉ KEMPF**

Vendredi 15 MAI à 20h30, Laboranza Garbata à Aurtube-Mongelos conférence avec **ALAIN LAPIETZ**



**Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua**  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[ipar@mrafundazioa.org](mailto:ipar@mrafundazioa.org)  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

**Zuzendaria**  
Dani Gomez  
**Ipar Euskal Herriko arduraduna**  
Txetx Etcheverry  
**Alda!ren koordinatzailea**  
Xabier Harlouchet



# Etats-nations, mettre en place pour les Basques de part et d'autre des Pyrénées



Oxandaratz, membre d'AB et José Bové

de la recherche vers ces nouveaux objectifs ouvrent également de nombreuses perspectives en terme d'emplois. Les économistes qui travaillent avec nous estiment que nous pouvons en créer 10 millions si nous remplaçons le Pacte de stabilité par le Pacte social et environnemental que nous proposons.

Le bouclier social passe également par une lutte contre les inégalités. Nous voulons la mise en place d'un véritable revenu minimum d'existence qui sera fixé par chaque état membre et que nous estimons autour de 800 euros dans notre pays. Parallèlement, nous demandons une limitation des salaires les plus élevés pour qu'ils ne dépassent pas 30 fois ce revenu minimum. Cet écart correspond à ce qui existait dans nos économies occidentales au début des années 1960.

Nous proposons également que les salariés soient pleinement associés aux décisions prises au sein des conseils d'administration pour empêcher que la gestion financière passe en priorité avant l'avenir des femmes et des hommes qui créent les richesses des entreprises.

Nous sommes pour la reconnaissance d'un droit des salariés appliqués aux entreprises européennes et à leur maison mère. Un droit qui soit bien entendu appliqué dans l'ensemble des États membres.

**Enb.: Situez-vous votre candidature dans le prolongement des man-**

## **ats européens de Gérard Onesta?**

**J. B.:** Gérard Onesta a été élu et ré-élu Vice-Président du Parlement européen. C'est un signe qui montre que son implication et la qualité de son engagement européen a été reconnu et validé par ceux avec lesquels ils travaillaient à Bruxelles pendant dix ans. Nous nous connaissons depuis de nombreuses années et Gérard Onesta n'a pas hésité à rejoindre la lutte du mouvement social contre les OGM. Député, il est sorti du Parlement et s'est inscrit dans des actions de désobéissances civiques comme de nombreuses femmes et de nombreux hommes de notre région. Cette implication politique et cet engagement militant font que nos chemins se sont croisés à de nombreuses reprises. Nous avons eu également des divergences stratégiques sur les institutions européennes en particulier au moment du référendum sur le Traité constitutionnel européen, mais ces divergences ne portaient pas sur la critique commune que nous partageons, sur les dégâts engendrés par le libéralisme. Aujourd'hui, ensemble nous sommes associés à la mise en place d'un processus constitutionnel européen qui permettra d'impliquer les citoyennes et les citoyens dans la mise en place d'institutions et de valeurs communes pour l'ensemble des habitants de l'Europe. Sur ce combat que nous mènerons pendant la prochaine mandature je sais que Gérard Onesta et moi-même militerons dans la même direction, une Europe démocratique et fédérale, respectueuse des nations minorisées et des peuples sans états.

## **Enb.: Pourquoi associer à nouveau les revendications identitaires occitanes, catalanes et basques de la grande circonscription Sud-Ouest?**

**J. B.:** L'Europe est composée de 27 états membres et compte 53 langues qui sont parlées au quotidien par des millions de femmes et d'hommes. L'Union européenne ne doit pas craindre cette diversité mais au contraire la considérer comme une richesse. Les langues permettent de décrire le monde qui nous entoure, de porter des idées de futurs différents de ceux formatés par la langue internationale actuelle, l'anglais. Au cours des années que j'ai passées à renforcer Via campesina, réseau mondial de mouvement paysans qui porte la parole de 250 millions d'habitants de notre planète, j'ai côtoyé des paysannes boliviennes qui expriment leur réalité en quechua, des paysans bengali, des pêcheurs basques, des artisans coréens. Leur langage les

ancrent dans leur pays et dans leur communauté. Dans notre région du Sud-Ouest, nous avons la chance d'avoir encore trois langues vivantes autres que le français. Je ne réduis pas les Basques, les Catalans et les Occitans à la langue qu'ils parlent et qu'ils défendent. Ils portent également et surtout la volonté ferme de relocaliser l'économie et de faire vivre leurs territoires respectifs. C'est aussi et surtout dans ce désir d'autonomiser l'économie que je me retrouve fortement dans les programmes des identitaires rassemblés au sein de RPS.

Dans l'Europe fédérale que nous voulons et pour laquelle nous nous battons, nous souhaitons la mise en place d'espaces géographiques et culturels cohérents qui puissent dépasser le cadre étiqué des Etats-nations, et dans le cas particulier du

projet de souveraineté alimentaire puisque la Confédération paysanne a été majoritaire dans le Pays Basque aux dernières élections professionnelles. Le projet d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara répond à cette volonté de mettre en place une structure efficace qui accompagne les paysannes et les paysans du Pays Basque dans des projets d'agriculture paysanne et d'agriculture biologique, dans la mise en place de circuits courts, dans la valorisation des produits transformés localement. Cette association répond à une attente, à un besoin et le succès qu'elle rencontre auprès de ces membres et auprès des élus du Pays Basque en est le signe le plus évident. Cette initiative est créatrice d'emplois locaux. Elle permet également de faire vivre les villages et les vallées du Pays Basque et de maintenir de nombreux



Colistiers de la liste Europe-Ecologie du grand Sud-Ouest, Menane Oxandaratz et José Bové

Pays Basque cela passe par la mise en place d'une entité institutionnelle, qui reste à définir et en particulier par les principaux intéressés, de part et d'autre de la chaîne des Pyrénées.

**Enb.: Votre engagement pour une agriculture paysanne vous a conduit à soutenir le syndicat ELB et Euskal Herriko Laborantza Ganbara. Pouvez-vous expliciter votre programme spécifique concernant le Pays Basque (la langue, l'institution...)?**

**J. B.:** Membre de la Confédération paysanne et porte-parole du syndicat pendant des années, je connais ELB et ses spécificités. Je sais le soutien des paysannes et des paysans basques pour l'agriculture paysanne et le

services qui disparaissent si facilement lorsque les campagnes se viduent.

### Réunions d'Europe-Ecologie

- Bayonne: Txiri Boga - 29 avril - 19h.
- Hasparren: Xuriatea - 29 avril - 20h30 (canton de Bastide / Hasparren).
- Cambo: Salle Larrazkena - 30 avril - 19h (canton d'Espelette - Ustaritz).
- Ascarat: salle municipale - 7 mai - 20h30 (canton de Baigorri - Garazi).



## Scrutin du 7 juin au Sud

Les coalitions de partis de différentes nations ou régions sont de mise pour obtenir des élus le 7 juin prochain

**Q**UATRE cent mille voix sont nécessaires pour obtenir un député au Parlement européen. Face à un tel défi, les partis abertzale signent des alliances. Une nouveauté cette année, le départ des Galiciens du BNG, ils quittent la coalition qui les unissait aux Catalans de CiU et aux Basques du PNV dans le cadre de Galeuscat.

Aralar intègre une liste composée par le BNG, les républicains indépendantistes catalans d'ERC, Eusko Alkartasuna, les Verts et le CHA (Aragonais). Iñaki Irazabalbeitia, ingénieur guipuzkoan âgé de 51 ans et membre d'Aralar, figurera en troisième position sur la liste, il a donc de sérieuses chances de siéger au Parlement européen, par le biais du tourniquet. Cela faisait 22 ans qu'EA se présentait en alliance avec ERC, le parti basque a eu un peu de mal à accepter de passer derrière Aralar, en raison de son effondrement électoral lors des

dernières élections autonomiques. Le PNV renouvelle pour le scrutin du 7 juin son alliance traditionnelle avec les autonomistes catalans de CiU. Il sera représenté par Izaskun Bilbao,



Circonscription unique pour les Européennes dans l'Etat espagnol

une biscayenne de Bermeo, ex-présidente du Parlement basque, qui figure en position éligible, numéro 2 derrière Ramon Tremosa de CiU.

Cette «Coalition pour l'Europe» rassemble huit partis: les deux déjà cités, plus la Coalition canarienne (CC), le Bloc nationaliste valencien, l'Union de Majorque et l'Union de Minorque (îles Baléares) et enfin le Parti andalou. Izaskun Bilbao succèdera ainsi au député européen PNV Josu Ortuondo.

Tous ces partis veillent donc à l'efficacité, loin de toute tentation groupusculaire qui serait celle de candidatures uniques pour la gloire, et font l'effort de conclure des alliances.

La liste PP sera emmenée par l'ex-leader basque de ce parti, Jaime Mayor Oreja. Les sondages indiquent pour l'instant que la droite espagnole battra les socialistes lors de cette élection qui constitueraient un retournement de situation pour le PP et une répétition générale en vue des Cortés.

Le PSOE présente en seconde posi-

tion un vieux routard de la politique basque, Ramon Jauregi, qui effectue ici son come-back. Dirigeant du syndicat UGT en Gipuzkoa, il fut vice-président du gouvernement basque de 1987 à 1991, puis ministre de l'Economie, de la Justice et du Travail de 1995 à 1997. La liste socialiste est conduite par l'ex-ministre de la Justice du gouvernement espagnol, Fernando Lopez Aguilar.

Comme dans beaucoup d'autres pays, le Parlement européen apparaît souvent pour les grands partis, comme une machine à recycler un personnel politique en difficulté ou finissant sa carrière. La campagne électorale peine à démarrer et les sondages annoncent un taux d'abstention plus élevé que jamais. L'euro-scepticisme est donc de mise. Un paradoxe toujours très surprenant pour élire une assemblée dont le poids politique s'accroît au fil des ans.

## France : 72 députés dans 8 régions

**L**ES élections européennes auront lieu le samedi 6 juin pour l'Outre-mer et le dimanche 7 juin dans l'Hexagone.

Campagne: le dépôt des listes est prévu entre le 11 et le 22 mai. La

campagne officielle débutera le 25 mai.

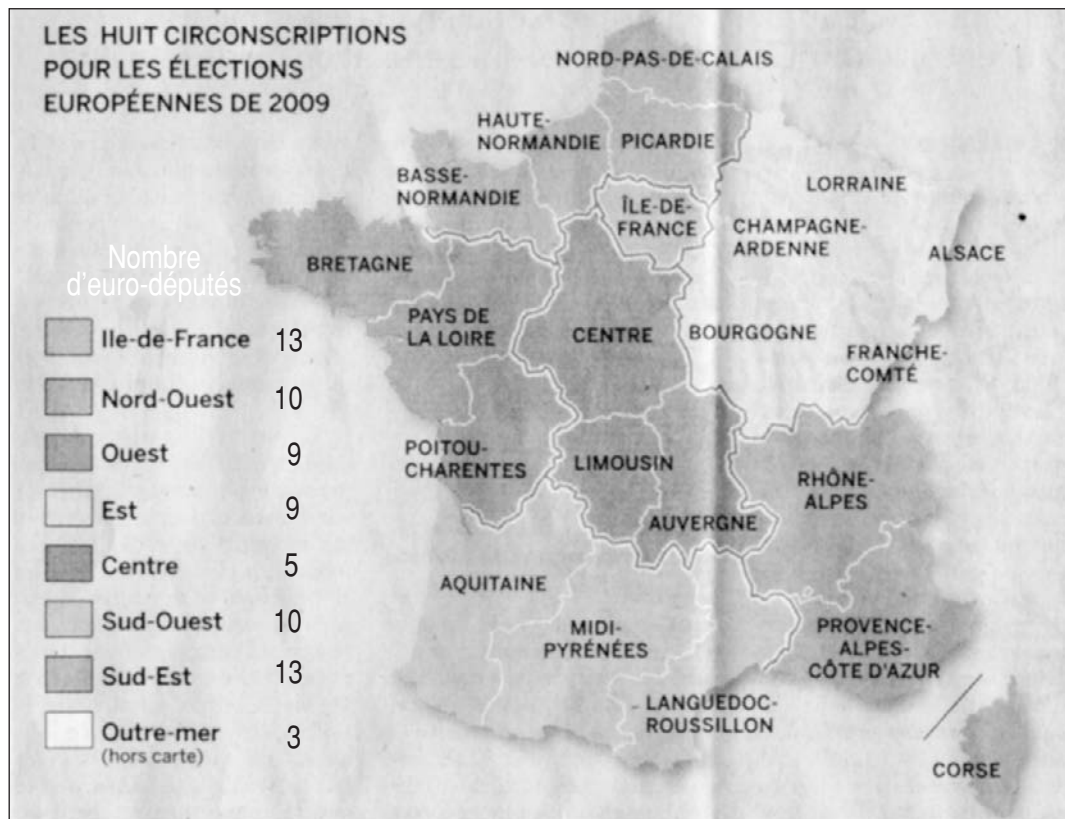
Composition: avec l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union, le Parlement passe de 732 à 736 députés. Le nombre de repré-

sentants pour la France baisse, de 78 à 72 députés. Allemagne 99 députés, Italie et Royaume-Uni 72, Espagne et Pologne 50...

Scrutin: le scrutin est établi à la proportionnelle dans huit grandes ré-

gions. Est (9 députés); Ile-de-France (13); Massif central-Centre (5); Nord-Ouest (10); Ouest (9); Outre-mer (3); Sud-Est (13) et Sud-Ouest (10).

Résultats: aux élections du 13 juin 2004, l'abstention avait atteint le taux record de 57,2%. PS (28,89% des voix): 31 députés; UPM (16,63%): 17; UDF (11,95%): 11; FN (9,8%): 7; Verts (7,4%): 6; Mouvement pour la France (6,67%): 3; PCF (5,25%): 2; Union de la gauche pour l'Outre-mer: 1.



**S**ELON une analyse de l'IFOP réalisée début avril, jamais élection nationale n'a suscité aussi peu d'intérêt dans la population. A deux mois du scrutin du 7 juin, à peine 17% des personnes interrogées disent avoir parlé des européennes avec des proches. Ce pourcentage était de 33% à la même période, pour les élections de 2004 et de 48% pour le référendum européen de 2005. Les élections européennes sont traditionnellement marquées par un fort taux d'abstention (53% en 1999 et 57% en 2004). Selon un sondage IPSOS-Le Point réalisé les 13 et 14 mars sur un échantillon de 887 personnes, les listes UMP-Nouveau Centre recueilleraient 27%, devant celles du PS (24%), du MoDem (10%), du NPA (9%), des écologistes (9%), du MPF-CPNT (6%), du Parti communiste et Parti de gauche (6%) et du FN (5,5%). La liste LO ne franchirait pas la barre des 5%.





# Les 450 premiers soutiens à Europe-Ecologie (1<sup>ère</sup> partie)

## Elu(e)s

Abeberry Jakes (Biarritz); Aguergaray Léonie (Muskildi); Apesteguy Xabi (Arbona); Arbelbide Beñat (Uhart Garazi); Arquindeguy Jakes (Hazparne); Arotzarena Patxi (Hazparne); Bereterbide Peio (Uhart Garazi); Berterretche Maixan (Makea); Betbeder Christophe (Donamarti); Betbeder Lucien (Lekorne, maire); Cachenaute Arño (Bastida); Claverie Peio (Biarritz); Costa Aña (Irisarri); Dirassar Panpi (Ezpeleta); Elgoyhen Mathieu (Hiriburu); Ernaga Michel (Urepele, maire); Espilondo Pierre (Bidarte); Etchebehere Bernadette (Irisarri); Etchemendy René (Suhuskune, maire); Etchepare Mattin (Lekorne); Etcheverry J. Baptiste (Hendaia); Etcheverry Maialen (Biarritz); Etcheverry-Ainchart Peio (D. Lohizune); Ezcurra Mirentxu (Senpere); Galant Jean-Michel (Azkarate, maire); Gastellu Mayi (Irisarri); Goyheneix Jojo (Lekunberri, maire); Goyhette Philippe (Larresoro); Guillemotonia Nicole (Hiriburu); Guillemotonia Pierre (Lehunte, maire); Hargous Jean-Michel (Lekorne); Horchani Lamia (D. Lohizune); Ibañez Aña Mari (Behorlegi, maire); Idiart Dominique (Senpere); Ihidoy Gérard (Uhart Garazi); Indaburu J. Pierre (Irisarri); Iriart Alain (Hiriburu, maire, conseiller général); Ithurbide Mikel (Angelu); Lacoste Xavier (Irisarri, maire); Lafitte Paxkal (D. Lohizune); Lafond Carlos (Senpere); Lamothe Patrick (Senpere); Larramendy Jean-Marc (Ahatza); Legarto Frantxua (Irisarri); Lembeye Patrick (Lehunte); Lissar Jean (Itsasu, conseiller régional); Loyatho Jean-Baptiste (Gamarte, maire); Maitia Pantxika (Anhau-

ze); Mercapide Mizel (Ibarra); Mintegui Ramuntxo (Ziburu); Negueloua Marie Josée (Urđiñarbe); Noblia Christian (Mugerre); Oillarburu Bernadette (Jutsi); Oillarburu Chantal (Makea); Oyarzabal Jean-Marie (Biriatu); Parent Domergue Pierrette (Senpere); Pessans André (Arberatzte); Poueyts Michel (Biarritz); Ryckenbusch Brigitte (Senpere); Sallaberry Robert (Irisarri); Sarrailet Jakes (Lakarri); Setoain Peio (Aldude, maire); Sorhuet Christine (Sara); Sorraits J. Michel (Biarritz); Urbistondo Michel (Sara); Ybargaray Jean-Claude (Lakarra, maire).

\*\*\*

Leizagoien Ttele (Amenduze); Mailharin J. Claude (Amenduze); Mirailh Arlette (Amenduze); Mirailh Dominique (Amenduze); Bacho Mattin (Arberatzte); Eppherre Agustin (Behaskane); Abbadie Christine (Donapaupe); Aycaguer Tiitto (Donapaupe); Lucu Henri (Donapaupe); Nazabal Sophie (Donapaupe); Prebende Amaia (Gabadi); Prebende Bernadette (Donapaupe); Prebende Jean-Louis (Donapaupe); Thicoipe Patxi (Donapaupe); Algalarrondo Jean-Marie (Garruze); Mathieu Margitta (Garruze); Prebende Pettan (Garruze); Thicoipe Annie (Garruze); Regahnac (de) J. Hugues (Goudex); Etchamendy Eñaut (Mithiriña); Etchamendy Jeanne (Mithiriña); Harlouchet Laida (Mithiriña); Goyenette Joanes (Ostanko); Alfaro Eñaut (Angelu); Alfaro Gexan (Angelu); Alfaro Maialen (Angelu); Erramuzpe Alfaro Patxika (Angelu); Guirresse J. R. (Angelu); Sistiague Mortalena Elixabel (Angelu); Hirigaray Danielle (Aldude); Hirigaray Pantxo (Aldude); Irigaray

Laura (Azkarate); Laxague Miren (Azkarate); Bidart Filipe (Baigorri); Cherbero Popol (Baigorri); Crouspeyre Battitt (Baigorri); Curutcharry Antton (Baigorri); Curutcharry Maialen (Baigorri); Curutcharry Mikel (Baigorri); Curutcharry Peio (Baigorri); Curutcharry Xan (Baigorri); Dupuy Maddalen (Baigorri); Errotabehere Antton (Baigorri); Errotabehere Marc (Baigorri); Errotabehere Sylvie (Baigorri); Harignordoquy Maider (Baigorri); Harignordoquy Valérie (Baigorri); Ithurburu Daniel (Baigorri); Mortalena Maritxu (Baigorri); Obiague Annie (Baigorri); Oronos Mixel (Baigorri); Harignordoquy A. (Banka); Aguerre Dioni (Bidarra); Aguerre Elena (Bidarra); Aguerre Jaki (Bidarra); Aguerre Jean-Paul (Bidarra); Aguerre Kristina (Bidarra); Aguerre Leire (Bidarra); Erramospe Peio (Irulegi); Goikoetxea Ganix (Irulegi); Goikoetxea Mirentxu (Irulegi); Mateo Béatrice (Irulegi); Berterretche Jean-Marie (Lasa); Goikoetxea Ainara (Nimes); Bellan Eneko (Baiona); Bellan Peio (Baiona); Bortairu Jakes (Baiona); Bouin Arnaud (Baiona); Butron Ainize (Baiona); Butron Lander (Baiona); Cier Vianney (Baiona); Cosnay Marie (Baiona); Detchart Christian (Baiona); Detchart Dominique (Baiona); Detchart Lucie (Baiona); Duny-Pétré Arnaud (Baiona); Elizagaray Jose (Baiona); Eppherre Eramun (Baiona); Erremundeguy Panpi (Baiona); Fort Pierre-Antoine (Baiona); Grellier Elise (Baiona); Hardouin Laurence (Baiona); Harlouchet Laurence (Baiona); Harlouchet Maia (Baiona); Harlouchet Odile (Baiona); Harlouchet René (Baiona); Irazusta Eusebia (Baiona); Iroz

Maite (Baiona); Lagan Mari (Baiona); Lannes David (Baiona); Martin Kattina (Baiona); Mayte Philippe (Baiona); Mora de Canet Jean-Sébastien (Baiona); Ospital Pierre (Baiona); Parot Gilles (Baiona); Pissolle Adrien (Baiona); Riobe Nathalie (Baiona); Sarraude Yvette (Baiona); Soule Clément (Baiona); Baylac Manu (Bokale); Cazaubon Jean-Marc (Arrangoitze); Ducousso Josie (Arrangoitze); Maillard Jakes (Arrangoitze); Abeberry Koko (Biarritz); Abeberry Pantxika (Biarritz); Akixo Kepa «Zigor» (Biarritz); Aumague Mixel (Biarritz); Betelu Maite (Biarritz); Claverie Filgi (Biarritz); Esterle J. (Biarritz); Fouchard Jérôme (Biarritz); Grenie Aña Mari (Biarritz); Grenie Mathieu (Biarritz); Grenie Peio (Biarritz); Grenie Xabi (Biarritz); Hennebutte Charpentier Maider (Biarritz); Iribarren Jean-Claude (Biarritz); Iribarren Marie Dominique (Biarritz); Moncaubeig Kati (Biarritz); Morin Brice (Biarritz); Poueyts Xabi (Biarritz); Berasteguy Beñat (Azkaine); Deliat Peio (Azkaine); Urtsegi Jeannot (Azkaine); Darrigrand Lucille (Bidarte); Maguregui Christiane (Bidarte); Abarrategui Jean-Marie (D. Lohizune); Aire Amaia (D. Lohizune); Alcibar Michael (D. Lohizune); Alfaro Amaur (D. Lohizune); Charreton Filgi (D. Lohizune); Duclercq Alain (D. Lohizune); Dufau Elena (D. Lohizune); Etcheverry Yvette (D. Lohizune); Etcheverry-Ainchart Jon (D. Lohizune).

(Suite de la liste dans le prochain numéro d'Enbata).

Pour rejoindre le comité de soutien à Europe-Ecologie, consulter et signer en ligne: [www.bozkabov.org](http://www.bozkabov.org)

## preso

■ **Destination prison.** Les trois membres présumés d'ETA arrêtés le 19 avril près de Perpinya ont été écroués dans trois prisons de la région parisienne. Leurs avocats ont fait état des violences policières pratiquées au moment de leur interpellation. Un coup de feu a également été tiré. A la même heure, à Madrid, le juge Garzón faisait emprisonner quatre hommes arrêtés le même jour, dont Gorka Iriarte, de Renteria, non mentionné la semaine dernière, Olaritz Arakana était laissée libre.

Pour faire bonne mesure, Garzón a fait également incarcérer le jeune Ekoitz Telleria, qui s'était présenté ce jour-là à l'Audiencia nacional, après avoir échappé à un coup de filet le 31 mars contre des membres de Segi.

envisagé conte le futur Lehendakari PSOE Patxi Lopez, annoncé dans le communiqué pascal d'ETA, et que Jurdan Martitegi aurait déjà planifié. Puis celle d'un retour à la tête d'ETA de Josu «Tertera» Urritkoetxea, présenté aujourd'hui comme un «modéré»!

■ **Pas si coupables, que ça.** On se souvient du procès fleuve 18/98 contre «la trame d'ETA», culminant en 2007 par l'emprisonnement de 47 personnes. Voilà que le Procureur du Tribunal suprême a demandé le 23 avril l'acquiescement de six d'entre elles, appartenant à la Fondation Joxemi Zumalabe, qui n'a d'ailleurs jamais été interdite! Le Procureur a aussi émis des doutes sur la condamnation à onze ans de Natale Landa, accusée d'appartenir à Ekin. Il a enfin confirmé sa demande de réduction de toutes les peines, qu'il considère «disproportionnées».

■ **Franco pas mort.** Réhabilitation du franquisme. Les résistants d'alors sont de nouveaux terroristes! Le Tribunal du contentieux administratif n°2 de Bilbao a ordonné en avril, à la municipalité d'Etxebarri le retrait de la plaque «Txiki eta Otaegi» apposée sur la place du village, et à celle de Getxo d'enlever celle portant le nom d'Eustakio Mendizabal «Txikia». Les deux premiers ont été fusillés par le franquisme le 27 septembre 1975. «Txikia» a été tué à Getxo en avril 1973 par la police espagnole. Selon les juges, ils auraient appartenu à «la bande terroriste ETA».

■ **Poursuivi en Ulster.** Tandis qu'Iñaki de Juana attend, un autre exilé basque à Belfast a comparu le 22 avril sur MAE espagnol devant un juge, qui l'a remis en liberté sous strict contrôle judiciaire. Arturo Villanueva, de Pampelune, réside en Irlande du Nord depuis plus de cinq ans.

■ **Espagne démocratique.** Le Procureur général de l'Etat, Candido Conte-Pumpido, a déclaré le 23 avril avoir suggéré au gouvernement espagnol de modifier la Loi du Régime local afin d'expulser la gauche abertzale des municipalités. Cela vise les élus de l'ex-ANV. Le porte-parole PNV au Congrès, Josu Erkoreka, est contre: «Priver de son siège quelqu'un d'élus démocratiquement est une atteinte à la Constitution».

■ **Ez da salgai.** Le mystérieux groupe Irrintzi a revendiqué quatre attentats sur le thème du «Pays Basque n'est pas à vendre». Un communiqué à Sud Ouest et au Parlement européen (!) évoque donc des actions violentes entre le 25 décembre et le 25 février, dont celle contre l'agence Guy Hoquet durement touchée à Anglet, et contre des voies ferrées à Ondres.





# Autonomia

**L**ES travaux de la commission Balladur pour la réforme des collectivités locales ont relancé le débat institutionnel en Iparralde. Les propositions avancées ne présagent en effet rien de bon pour le Pays Basque Nord. Entre autres évolutions on peut s'attendre à un renforcement de l'échelon régional structuré demain autour de grandes métropoles. Pour le Pays Basque Nord qui n'est pourvu d'aucun cadre institutionnel propre, cela signifie un éloignement encore plus important des lieux de décisions, avec à la clé le démantèlement progressif des quelques outils dont nous disposons comme la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Bayonne. Autre évolution prévisible: la disparition progressive des départements qui, à défaut d'être carrément supprimés, seront vidés petit à petit de leur substance. Ces propositions n'ont pas fini de faire parler d'elles car elles suscitent évidemment un émoi considérablement chez les élus locaux. Parmi eux, Jean Jacques Lasserre, auquel n'a pas échappé le fait que ces réformes risquaient de remettre en cause le «dispositif» de la convention spécifique censé répondre à la spécificité du Pays Basque Nord. En clair, alors que les départements sont voués à disparaître, qu'est-ce qui va bien pouvoir rester des structures telles que le Conseil de développement et le Conseil des élus créés dans la continuité de la démarche Pays Basque 2010 enclenchée il y a 15 ans? Face à ce questionnement, une délégation du Conseil des élus menée par Jean Jacques Lasserre a rencontré il y a quelques semaines Edouard Balladur auquel elle a remis un document intitulé «Comment imaginer le futur du Pays Basque?». Ce document propose trois modalités possibles d'organisation future du Pays Basque. Elles sont censées répondre à la nécessité pour la réforme des collectivités territoriales «d'intégrer le Pays Basque», mais bien plus encore, elles doivent permettre de «passer à une nouvelle étape: celle de maîtriser son destin, avec des outils locaux de décision». Parmi ces

Xabi Larralde

trois modalités, la première qui consisterait au maintien de la situation actuelle est implicitement écartée puisque le document du Conseil des élus/Conseil de développement stipule que «le mode de gouvernance actuel apparaîtra probablement inadapté au nouveau paysage institu-

tionnel résultant de la réforme en cours». Deux autres options seraient donc alors à envisager: celle d'une organisation disposant de compétences déléguées par les collectivités publiques et celle d'une organisation dotée de compétences propres. C'est évidemment cette dernière qui retient le plus l'attention puisque le document porté par J. J. Lasserre la caractérise comme relevant d'une collectivité territoriale spécifique du type de celle existant en Corse, et qui devrait être «adaptée au contexte socio-économique, culturel et géographique du Pays Basque». Ainsi donc, au nom du Conseil d'élus, Jean Jacques Lasserre défendrait aujourd'hui, entre autre possibilité, celle d'une reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord... On ne peut que s'en réjouir et lui dire: «bienvenu au club!». Le pas franchi est quand même de taille quand on sait que pendant des années, le statu-quo sur la question de la reconnaissance institutionnelle a été imposé au sein du Conseil de développement et du Conseil des élus. Pour le moins, ce changement d'attitude atteste du fait que les débats en cours sur la réforme des collectivités territoriales est d'une tel-

«Au nom du Conseil des élus  
J. J. Lasserre défendrait  
une reconnaissance  
institutionnelle  
du Pays Basque Nord»

le importance qu'il remet totalement en cause la façon dont se pose aujourd'hui le débat institutionnel en Pays Basque Nord. Face à cela, j'estime en premier lieu que les abertzale doivent être audibles dans le débat en avançant des propositions claires. Notre proposition a toujours été celle d'un cadre institutionnel propre aux compétences élargis. Dans le lexique politique cela ce nomme un statut d'Autonomie. Je sais qu'il est difficile pour certains abertzale d'adopter ce terme. Et sur ce point il est vrai qu'il a fallu à la propre gauche abertzale beaucoup de temps pour parler d'Autonomie. Mais l'Autonomie est pourtant le seul terme qui convienne pour qualifier ce que les abertzale ont toujours proposé pour Iparralde. Et il faut savoir en la matière que l'Etat français lui-même, dans le cadre des préconisations du Conseil de l'Europe sur les politiques de décentralisation, a ratifié en 2006 la Charte européenne de l'autonomie locale. Au niveau des concepts (mais malheureusement pas de la pratique) l'autonomie est donc une notion qui s'impose même à l'Etat français dans les discussions avec ses partenaires européens. En second lieu, la démarche Batera elle-même est confrontée à la nécessité de se repositionner par rapport à la question du département. En effet, d'une part cette institution est fortement remise en cause par les travaux de la commission Balladur et d'autre part, comme je viens de le commenter, le Conseil des élus et le Conseil de développement définissent eux-mêmes le type de reconnaissance institutionnel envisageable pour Iparralde en des termes qui dépassent clairement le cadre départemental. La discussion sur le niveau de reconnaissance et le type de compétences dont devrait bénéficier le Pays Basque Nord est donc ouverte localement. Il faut que les abertzale défendent en des termes clairs des propositions qu'ils ont toujours portés, en se ménageant, dans le même temps, des espaces de débat et d'accord avec des sphères larges de sensibilités non abertzale.

Notre couverture: José Bové, leader syndical agricole et tiers-mondiste, tête de liste d'Europe-Ecologie Sud-Ouest.

## Sur votre agenda

Après:

✓ **Judi 30, 20h, LARZABALE** (Collège Marnex Erdozaintzi). Représentation de la pièce «Juglarea, Puta eta Eroa» par le Petit Théâtre de Pain à l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire de Seaska.

Maiatza:

✓ **Samedi 2, 21h, DONAMARTIRI** (Salle Bil Etxea). «In Vino Fabula ou...» spectacle de Koldo Amestoy et Pantxix Bidart dans le cadre d'Eltzarruze Eguna.

✓ **Vendredi 8, 11h, en AMIKUZE**. Dantzari Tiki avec 900 danseurs de la trentaine de groupes fédérés à l'IDB. **DONAPALEU**. L'après-midi, suite au défilé, spectacle à 15h.

✓ **Jusqu'au 28 juin, tous les jours de 14h à 19h (fermé le mardi) BIARRITZE** (Crypte Sainte-Eugénie). Exposition «Voyage dans l'Himalaya», collection Musée Asiatique.

## Maiatzaren lehena, krisi erdian

☞ (Suite de l'Edito de la page 2)

**eragin zuen? Saltzaileek eta etxe eraikitzaileek prezioak sekulako ziztuak emendatzea. Bankuek eskatzen zen diru guziaz emaiten baldin bazuten, zergatik ez prezioak igan?**

**Arduragabekeria handia izan da pentsatzea sistema horrek ez zuela noizbait leherginen. Arrantzarekin bezala da. Sare pe-lagikoek-eta itsasoko arrain guziaz harrapatzen zituzten, epe motzeko irabaziei eta aberastasunei so, pentsatu gabe ere arrai-**

**na suntsituko zela denbora labur barne. Eta orain, itsasoan ez da arrainik. Eta arrantzaleak kexu dira. Etxebizitzarekin gauza bera gertatu da.**

**Orai lana xuhurtzen ari da eta, kasu anitzetan, soldatak apaltzen. Baina hilabetero ordaindu beharreko maileguak edo alokazioak ez dira apaltzen. Norbait ari da langileen izerdiaren bizkar aberasten eta diru horrekin nola nahika jostatzen. Eta, berriz ere, langileek dituzte ondorioak pairatzen. Ez da harritzekoa jendea kexu izaita.**

## Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● José Bové: dépasser le cadre étatique des Etats-nations ..... 4 et 9

● Elections européennes: scrutin du 7 juin au Sud ..... 10

Cahier n°2 «Alda!» ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr